

# Wikileaks, Julian Assange

par **Viktor DEDAJ**, 23/02/2019  
(publié sur le site en ligne Le grand soir, [là](#), extrait)

« La loi est la conséquence de la communication entre les gens. Les lois votées par les parlements sont le résultat d'échanges entre citoyens et élus, qui décident de ce qui doit être fait ou pas. Les gens qui communiquent entre eux réglementent nos vies. Si la loi est en charge de la liberté d'expression ou du droit à la communication, alors la loi est en charge de la loi. C'est la loi qui régule la loi, ce qui par essence est malsain. Il faut donc des mécanismes de régulations externes. Ces mécanismes sont représentés par le corps politique, par des gens qui communiquent, s'expriment, dénoncent ou encouragent. C'est ce qui crée les constitutions, les lois et les gouvernements. On ne peut accepter que des gouvernements et des parlements s'autorégulent eux-mêmes, ils doivent être régulés par le peuple qui ne peut le faire que s'il comprend ce qui se passe dans le monde. Et cette compréhension passe par la communication. »

**Julian Assange**, journaliste primé, co-fondateur et ancien rédacteur en chef de Wikileaks. Réfugié dans l'ambassade d'Equateur à Londres depuis 2012 pour échapper à une extradition politique vers les États-Unis. Coupé du monde extérieur depuis août 2018. Nominé pour le prix Nobel de la Paix 2019.

Le 23 février 2019 marque son **3000ème jour de détention arbitraire, sans charges**.

\* \* \*

Ça commence en novembre 2018 par l'appel poignant d'une mère pour son fils. Le ton est ferme, le rythme soutenu. Sa détermination transparait à chaque mot car certains de ces mots, elle les a déjà répétés cent fois, mille fois, depuis des années. Mais d'autres sont tristement nouveaux, comme « sa santé s'est sérieusement détériorée » ou « sa vie est en danger ».

video [https://www.youtube.com/watch?time\\_continue=5&v=5nxigIRUkcU](https://www.youtube.com/watch?time_continue=5&v=5nxigIRUkcU)

Mais je vais trop vite. En réalité, ça commence bien plus tôt, avec [une vidéo rendue publique](#) le 5 avril 2008. Les images sont granuleuses, en noir et blanc. La scène est filmée par la caméra d'un hélicoptère de combat américain, à Bagdad. On entend les voix des pilotes. L'appareil vise un groupe de piétons dans une rue, engagés dans une conversation. L'ordre est donné. Les tirs partent. Les hommes tombent. A terre, ils sont mitraillés de nouveau. Un journaliste américain de l'agence de presse Reuters et une dizaine de civils viennent d'être massacrés. Les pilotes poussent des cris de joie. Les images font le tour de la terre. Certains d'entre nous s'en souviennent encore.

Une petite société de presse venait de jeter son premier gros pavé dans la mare. Elle s'appelle Sunshine Press, mais vous la connaissez probablement mieux sous le nom de son site, [Wikileaks](#). Sa mission se résume ainsi : « *WikiLeaks se spécialise dans l'analyse et la publication en masse d'importants documents officiels censurés ou en accès restreint concernant la guerre, l'espionnage et la corruption.* »

Le moyen pour y parvenir est astucieusement simple : à l'ère de l'internet, offrir aux lanceurs d'alerte le moyen de charger des documents, tout en leur garantissant l'anonymat le plus strict. En retour, Wikileaks garantit l'authenticité des documents. A ce jour, Wikileaks en a publié plus de 10 millions, soit infiniment plus que toute la presse écrite réunie de la planète. Pas un seul n'a vu son authenticité remise en cause, ce qui constitue probablement un cas unique dans toute l'histoire de la presse. Et tous sont accessibles via le site, offerts au public, aux journalistes et aux historiens, présents et futurs.

Ce que ces documents révèlent, à l'instar de la vidéo mentionnée ci-dessus, c'est la noirceur, la noirceur « officielle » des puissants. La noirceur contenue dans leurs courriels échangés en privé, loin des yeux du public – qu'ils sont censés représenter. Celle contenue dans des mémos internes, des comptes-rendus de réunions « stratégiques » de ministères et d'entreprises privées aux pouvoirs et prérogatives exorbitants. Celle des zones de non-droit, des prisons clandestines, des crimes de guerre étouffés et impunis, celle des « guerres humanitaires », celle des manuels de torture. Celle des accords de libre-échange négociés en secret. Celle des plans et autres feuilles de route de déstabilisation. Celle des services de renseignement et de leur emprise sans cesse grandissante sur les politiques et nos vies privées. Tout est là, pour qui veut bien l'examiner

Comme à chaque fois que Wikileaks ou Julian Assange sont mentionnés, il convient de rétablir certaines vérités face aux contre-vérités, calomnies et même diffamations que les médias, par touches successives au cours des dix dernières années, ont commencé d'abord à semer, puis ont ensuite réussi à imposer, dans les esprits.

Wikileaks fut fondée en 2006 et rendue publique en 2007. Son succès fut foudroyant. Son slogan est « We Open Governments » [ ce qui pourrait se traduire librement par "Nous révélons le fonctionnement interne des gouvernements" ]. Certains la définissent comme « l'agence de renseignement du grand public ». Parmi les citations les plus souvent relayées, on trouve celle-ci : « si les guerres peuvent être déclenchées par des mensonges, la paix peut être imposée par la vérité ». En ce sens, Wikileaks pourrait être qualifiée comme l'organisation pacifiste suprême.

En tant que co-fondateur et rédacteur-en-chef, Julian Assange, qui est Australien, deviendra la figure publique et emblématique de l'organisation.



De publication en publication, Wikileaks acquiert une notoriété planétaire. En 2010, afin de donner un impact maximum et ses publications, et soucieuse de ne pas commettre d'impair en publiant une masse de

documents non révisés, elle offre et obtient la collaboration des plus grandes organes de presse à travers le monde (*Le Monde*, *The Guardian*, *The New York Times*, *Der Spiegel*...) – sans doute trop heureuses de pouvoir redorer leurs blasons sérieusement entachés par la couverture des guerres US contre l’Irak et l’Afghanistan.

L’année 2010 verra les publications successives de « [Afghan War Diary](#) » (91.000 documents), de « [Iraqi War Logs](#) » (392.000 documents) et de « [Cablegate](#) » (250.000 câbles diplomatiques US).

Mais l’année 2010 allait être à la fois l’apogée de Wikileaks et le début de la trahison, car l’idylle entre la « grande presse » et Wikileaks ne durera au final que quelques mois. Le temps pour la « grande » presse de comprendre que Wikileaks ne pouvait être ni récupérée, ni contrôlée, ni manipulée, et surtout qu’elle ne jouait pas dans la même ligue. Avec Wikileaks, il allait y en avoir pour tout le monde et pour tous les goûts. Des lignes rouges non-déclarées allaient être franchies. Et les principales autorités à avoir été exposées par les révélations de Wikileaks, celles des États-Unis, avaient déjà commencé leur opération de vengeance.

Les déclarations menaçantes se succèdent. Une inculpation « secrète » et « sous scellés » contre le rédacteur en chef de Wikileaks est préparée aux États-Unis. Des appels à son assassinat sont publiquement formulés par de hauts responsables politiques.

Les criminels exposés et dénoncés par Wikileaks préparaient leur revanche et la « grande presse » entendit le message et ferma la parenthèse Wikileaks. La « grande presse », avec le quotidien « libéral » *The Guardian* en tête, allait préparer l’opération « tuez le messenger » pour faire oublier le message. Oubliée, la solidarité de la profession avec un des siens. Oubliées, les présomptions d’innocence. Oubliés, la vérification des faits. Oubliée, la « lutte contre les fake news ». Dans cette affaire-ci, comme dans d’autres, tous les principes affichés par les « grands » médias seront piétinés les uns après les autres, à la grande, très grande, satisfaction des psychopathes du monde entier. Oubliés aussi les crimes révélés. D’ailleurs, qui en parle encore, et qui a été puni ?

Et c’est ainsi que le rédacteur-en-chef de l’organe de presse le plus innovateur et radical du XXI<sup>e</sup> siècle se retrouve privé de liberté depuis 2010 et piégé dans l’ambassade de l’Équateur à Londres depuis 2012. Sans accès à l’air libre, sans accès aux soins. Abandonné par l’Australie, coincé par la Grande-Bretagne et guetté par les États-Unis. Protégé encore (mais pour combien de temps ?) par le nouveau gouvernement équatorien qui ne cache pas son désir de se débarrasser – de gré ou de force – de son hôte devenu encombrant pour ses relations avec les États-Unis.

Au cas où vous vous poseriez la question, Wikileaks n’a jamais cessé de publier [voir [ici](#) et [ici](#)]. Dans le genre « plus on prend des coups, et plus on en rend », ils n’ont pas froid aux yeux. Et pour cause : plus nos vies privées sont violées, plus nos libertés sont rognées, plus la répression contre la dissidence est sévère et plus les pouvoirs agissent dans l’opacité, prétendent au secret et bénéficient de l’impunité.

Julian Assange répond que l’information ne doit plus être un privilège. Que la gouvernance dans le secret est une forme d’oppression. Qu’un peuple mieux informé est un peuple plus libre. Que c’est en dénonçant les injustices que l’on obtient plus de justice.

Honnie tantôt à droite, tantôt à gauche (et toujours pour de mauvaises raisons), Wikileaks fut le premier grand acte de résistance journalistique à l’*orwellisation* des esprits. Partout où il y aura des lanceurs d’alerte, il y aura besoin d’un, ou plusieurs, Wikileaks. Grâce à eux, et aux lanceurs d’alerte anonymes, nous avons les preuves de ce que nous ressentions confusément : que le monde que l’on nous présente est en grande partie factice et sa narrative contrôlée massivement par et pour des psychopathes.

Mais j'étais en train de vous parler de l'appel d'une mère. Son fils est en danger. Sans lumière du jour et sans soins depuis 2012, sa santé décline. Julian Assange a été mis en quarantaine par la « grande » presse mais il ne tient qu'à nous de montrer que s'il est isolé, il est loin d'être seul.

(un exposé de Viktor Dedaj sur les médias et la mal information : [ici](#))

## **RAPPELS sur l'affaire Julien Assange**

(par le journal en ligne Le grand soir)

En août 2010, Julian Assange se trouve en Suède pour une conférence. Alors que la répression (illégale) bat déjà son plein (Wikileaks avait vu ses comptes en banque et moyens de paiement fermés, Julian Assange lui-même a vu ses cartes de crédit révoquées) une affaire allait « éclater » puis retomber aussitôt : Julian Assange est convoqué par des procureurs suédois pour une allégation de viol, affaire qui sera close par les mêmes procureurs en l'[espace de quelques jours car « sans fondement »](#).

Pour résumer : Julian Assange n'a jamais été accusé de viol. Il n'a jamais fui la justice suédoise mais une extradition probable vers les Etats-Unis (où il n'a pas mis les pieds, où il n'a commis aucun crime, soi-dit en passant). Et la « justice » britannique et une partie de la justice suédoise ont comploté pour faire traîner l'affaire aux maximum. Et son pays d'origine, l'Australie, a adopté un profil bas en refusant de défendre un de ses ressortissants coupable de rien mais qui risque tout.

Selon le [site de défense de Julian Assange](#) :

« Les allégations suédoises datent d'août 2010, lorsque Julian était en Suède trois semaines après la publication des Warlogs afghans, à la suite de quoi les Etats-Unis ont décrit WikiLeaks comme une "menace très réelle et potentielle".

Deux femmes se sont rendues à la police suédoise après avoir eu des rapports sexuels séparés avec Julian afin de lui demander de subir un test de MST. La police a classé ces rapports comme un cas de "viol" pour l'un et de "molestation" pour l'autre. Cependant, la procureure générale de Stockholm, Eva Finné, a examiné puis abandonné l'enquête préliminaire sur l'affaire du "viol", déclarant qu'"aucun crime du tout" n'avait été commis et que "les preuves n'avaient révélé aucune indication de viol" ; le procureur général a alors annulé le mandat d'arrêt contre Julian, qui était resté en Suède afin de coopérer à l'enquête. »

Encore mieux :

« Les SMS entre les deux femmes, qui ont été révélés plus tard, ne parlent pas de viol. Ils montrent plutôt que les femmes "ne voulaient pas porter plainte contre JA, mais que la police tenait à lui mettre le grappin dessus" et qu'elles "voulaient seulement qu'il passe un test". L'une d'elles a écrit que "c'est la police qui a inventé les accusations" et a dit à une amie qu'elle se sentait "manipulée par la police et d'autres personnes de son entourage".

Julian [...] s'est toujours rendu disponible pour être interrogé par les autorités suédoises. Malgré de nombreux reportages mensongers dans les médias affirmant que Julian était accusé par la police suédoise, aucune accusation n'a jamais été portée. »

L'« affaire » donc, à peine ouverte, est aussitôt fermée. Mais alors que Julian Assange se trouve en Grande-Bretagne, et Wikileaks ayant appris qu'une « inculpation secrète et sous scellé » a été préparée aux Etats-

Unis, voilà qu'une autre procureure suédoise rouvre le dossier et, devant le refus de Julian Assange de se rendre en Suède sans la garantie qu'il ne sera pas extradé vers les Etats-Unis, lance un mandat d'arrêt international – niveau « rouge » – contre lui. Il se rend à la police britannique, et passe 10 jours en isolement, puis obtient une libération sous caution avec obligation de se rendre tous les jours à un poste de police, ce qu'il a fait 551 jours d'affilée.

En mai 2012, Julian Assange perd un appel devant le Cour Suprême du Royaume-Uni sur une extradition vers la Suède. En Juin 2012, par crainte d'une extradition vers la Suède, puis vers les Etats-Unis, Julian Assange entre à l'ambassade d'Equateur à Londres pour demander l'asile politique, qui lui sera accordé en août 2012.

Redonnons la parole à la défense :

« Les courriels publiés dans le cadre d'une contestation judiciaire à la suite d'une demande en vertu de la Freedom of Information Act ont révélé que les autorités suédoises voulaient retirer le mandat d'arrêt contre Julian **en 2013** [*gras ajouté par l'auteur*] – c'est le gouvernement britannique qui a insisté pour qu'il soit maintenu. Les procureurs du Royaume-Uni ont admis avoir effacé des courriels importants et se sont livrés à des manœuvres complexes pour ne pas révéler le contenu de ces courriels. »

C'est ainsi qu'une affaire de « relation sexuelle non protégée » (en Suède) sera convertie d'abord en une « relation sexuelle non consentie » qui deviendra par la suite une « accusation de viol » pour finir par « recherché pour viol ». C'est ainsi qu'une demande d'asile à l'ambassade d'Equateur par crainte d'une extradition vers les Etats-Unis (où il risque la prison à vie et même la peine de mort) sera transformée en « une tentative d'échapper à la justice suédoise pour une affaire de viol ». Ajoutez un étrange mandat d'arrêt international lancé par une procureure suédoise (pas un juge, notez bien) et voilà l'affaire rendue suffisamment compliquée pour décourager plus d'un.

Une petite conclusion sur ce sujet :

« en mai 2017, les procureurs suédois ont annoncé qu'ils retiraient leur mandat d'arrêt contre Julian et l'enquête a été interrompue. La police métropolitaine de Londres a publié une déclaration confirmant qu'elle arrêterait Julian s'il quittait l'ambassade pour violation des termes de sa libération sous caution en 2012. »

Arrêté puis probablement extradé – sous des motifs purement *politiques* – vers les Etats-Unis.